

**CAP 2013 : LE COMPTE N'Y EST PAS
ENSEMBLE, EXIGEONS DE VRAIS
ORGANIGRAMMES !**



La fameuse liste des postes vacants est sortie : 9 postes pour l'ensemble de la DISP et guère mieux dans les autres régions. ! De nombreux services vont donc encore rester sur le carreau avec des niveaux de prise en charge qui ne baisseront pas, allant au-delà des 130 suivis à temps plein, taux jugé « *effrayant* » par Mme TAUBIRA.

Alors qu'une pression sur notre temps de travail, nos congés, nos déplacements, notre formation, nos salaires... s'accentue, nous n'avons pas plus droit à un appel d'air du côté de l'emploi. Les grandes recettes toujours appliquées pour nous faire avaler la pénurie de titulaires ne sont même plus d'actualité : la DISP n'a plus aucune crédit pour embaucher en renfort ponctuel des contractuels, voire est sous la pression de la DAP pour procéder à des licenciements. Idem du côté des réservistes.

Quant aux CIP volants, on nous en annonce 3 sur la DISP : au regard des absences à venir, nous savons d'ores et déjà que leur action sera invisible pour un coût exorbitant au regard de l'action menée (frais de déplacements, d'hôtellerie, voire primes si la DAP décide de faire la forte tête et de ne pas nous entendre sur ce point). Une décision serait bien plus sage : arrêter le massacre et convertir immédiatement ces postes en postes de titulaires pour au moins pérenniser l'apport en personnel sur quelques sites.

Une réforme se prépare pour le mois de juin. Le mot d'ordre de Mme TAUBIRA semble être l'individualisation des mesures via la peine de probation. Comment faire du sur-mesure avec de tels effectifs ? **D'ici là, nous devons absolument prendre la parole et exiger que les négociations en bonne et due forme sur les organigrammes reprennent sur la base de ratios !** C'est une promesse d'après Pornic. Il est inacceptable que seules 2 réunions se soient tenues alors même qu'un haut fonctionnaire a été embauché pour coordonner les discussions !

C'est le printemps mais pas la fin de la disette.

Dans nos sections locales, tournent des cahiers de doléances : dotons-nous de moyens d'action pour peser sur la réouverture des négociations sinon, en juin, nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer !

Besançon, le 10 avril 2013